

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'effet d'annonce remplace l'effet placebo !!

Face à la colère des agriculteurs, le gouvernement a sorti quelques mesures histoire de faire croire à un méga-giga plan d'action contre la grande distribution... avec une recette bien connue : l'effet d'annonce remplace l'effet placebo !

Le ministre de l'Economie Bruno LE MAIRE avait déjà annoncé lors d'un déplacement à Flavigny (Marne) le 20 janvier 2024 que la direction générale de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) multiplierait les contrôles sur les négociations commerciales en cours pour s'assurer de la préservation du revenu des agriculteurs.

A l'occasion de la réunion du comité de suivi des négociations commerciales le 26 janvier, Bruno LE MAIRE a cette fois promis un doublement des contrôles à venir par la DGCCRF.

Une nouvelle fois, les personnels CCRF se trouvent pris dans une opération coup de com' gouvernementale...

Pour rappel, la DGCCRF est passée de 3.656 en 2007 à 2 624 fin 2021. La DGCCRF a donc vu fondre ses effectifs de plus de 1.000 agent-es en 15 ans, baisse d'effectifs à laquelle s'est ajouté la désorganisation du réseau conséquence de la Révision Générale des Politiques Publiques en 2010.

Parmi les personnels CCRF, seuls 552 étaient fin 2021 dans les structures régionales (les « pôles C ») en charge notamment des missions concurrence, dont celles relatives aux relations commerciales, mais aussi les cadres, les collègues assurant les contrôles des produits viti-vinicoles, celles et ceux chargé-es de de la commande publique ou encore du pilotage. Au final, moins d'un quart des collègues en pôle C était dédié aux relations inter-entreprises, ce qui correspond à plusieurs dizaines de milliers d'opérateurs : les plus de 17000 industriels agro-alimentaires, les centrales d'achats nationales ou régionales, les grossistes, les Grandes et Moyennes Surfaces (GMS) ou les artisans qui achètent en direct... Autant dire que les effectifs consacrés ne sont pas extensibles et ne seront pas en concordance avec les annonces et effets de manches du gouvernement.

Pour **Solidaires CCRF & SCL**, la DGCCRF ne doit pas servir d'alibi au gouvernement quand il s'agit de gagner du temps faute d'agir concrètement, ni servir de bouc émissaire quand des professionnels sont défaillants, comme cela avait été le cas après l'affaire Lactalis.

Pour **Solidaires CCRF & SCL**, premier syndicat de la DGCCRF, les services publics de contrôle doivent être renforcés ! Les effets d'annonce doivent cesser !

Concrètement, **Solidaires CCRF & SCL** exige un programme massif de recrutement pour la DGCCRF et pour les laboratoires du ministère de l'Economie et des Finances, afin de lutter contre les fraudes et de faire respecter l'ordre public économique. Des missions d'intérêt général dans ces temps de crises !